

Introduction : Qu'est-ce que l'Europe ? Vos connaissances – Lexique- Cartes .

Séance 1 : La construction de l'Europe au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. 1949-1992.

Séance 2 : L'UE – 1992- 2020

Séance 3 : Les instances de l'Europe.

Bilan – évaluation

Introduction

Que savez-vous sur l'Europe ?

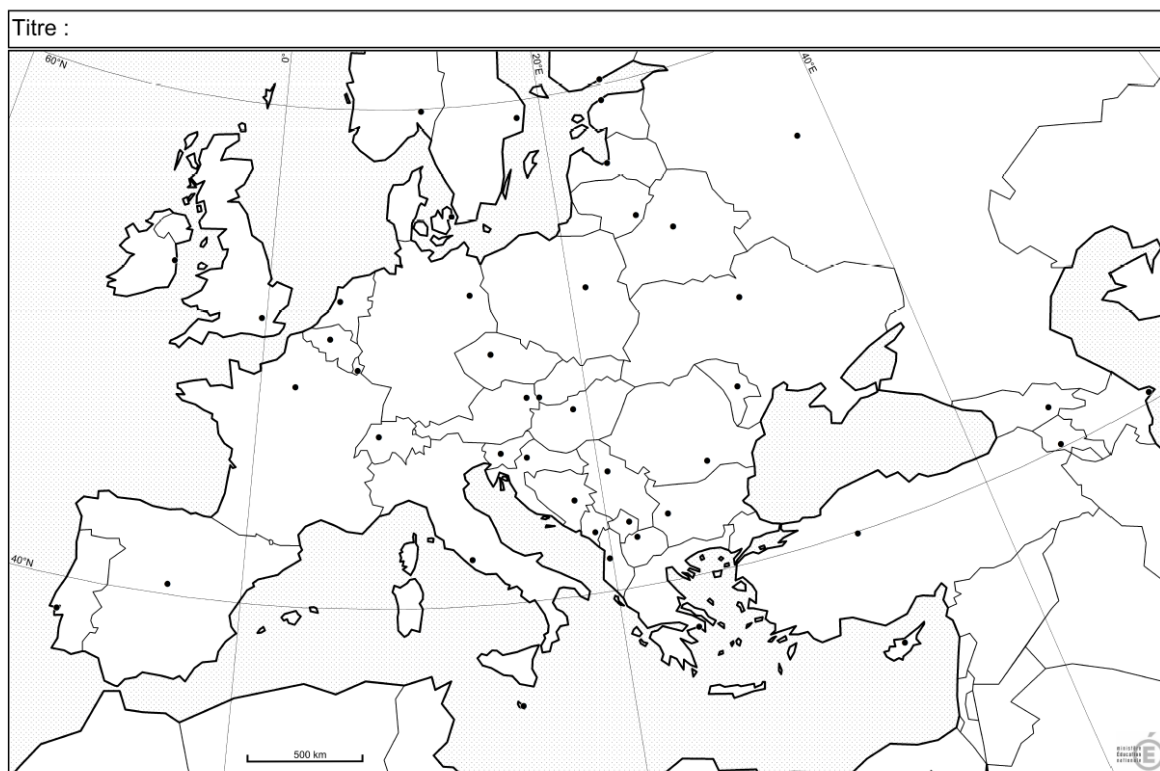
Connaissez-vous les pays européens ?

Vérifiez sur ces sites

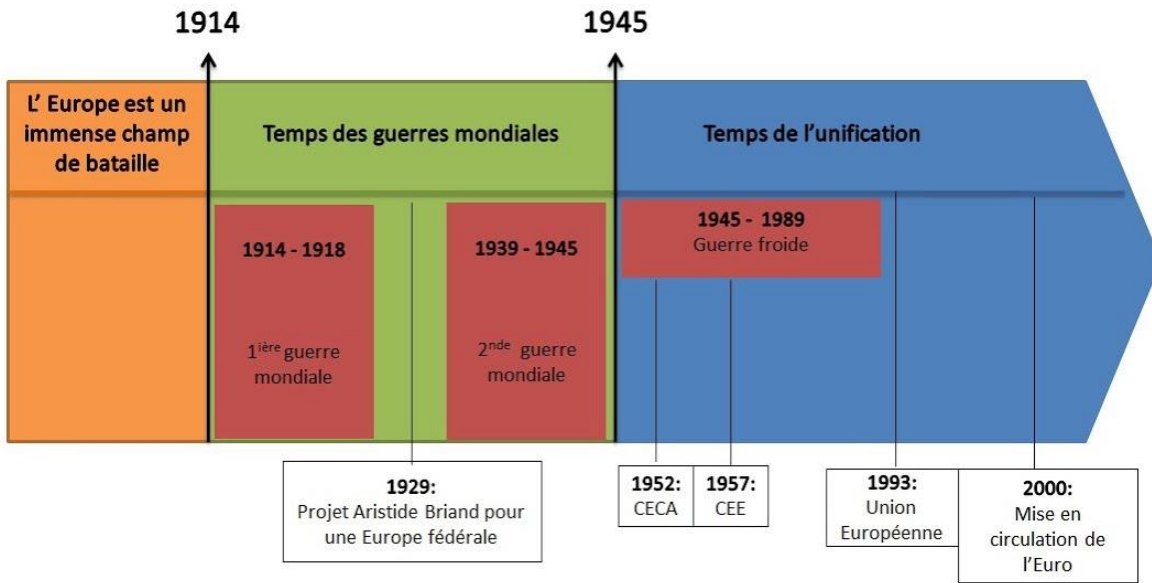
→ <https://mapasinteractivos.didactalia.net/fr/communaute/mapasflashinteractivos/ressource/pays-d-europe/d2bfae17-7658-4d3d-bce3-d4d5f316c52b>

→ <https://mapasinteractivos.didactalia.net/fr/communaute/mapasflashinteractivos/ressource/pays-d-europe/4d575284-caef-4352-a22a-1a64e6c93337>

→ Remplissez ensuite cette carte. Indiquez les noms des pays en utilisant leurs initiales et réalisez la légende.



La construction de l'Europe



Séance 1 : La construction de l'Europe au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. 1949-1992.

Lisez ces deux documents et relevez les éléments essentiels pour résumer la situation de l'Europe en 1949. Complétez ensuite le résumé du cours.

Document 1

L'Europe d'avant 1914

Un immense champ de bataille. Durant son histoire, l'Europe est surtout un lieu d'affrontement entre les peuples. Certaines rivalités ont duré des siècles, comme entre la France et l'Angleterre, puis l'Allemagne.

Une civilisation commune. Dès le XVII^e siècle, des penseurs proposent des formes pacifiques de rapprochement. En effet, l'Europe présente une certaine homogénéité culturelle, politique et économique. De plus, malgré les rivalités, la liberté de circulation reste très importante.

L'Europe de 1914 à 1945

Les guerres civiles européennes. Les guerres mondiales ravagent et ruinent l'Europe deux fois en trente ans. La première provoque l'éclatement des empires vaincus, morcelant encore plus le continent. La seconde, permet au Reich nazi d'asservir l'Europe. Au même moment s'affirment, ailleurs, les États-Unis d'Amérique.

Les premières tentatives de rapprochement. Dès 1919, des Européens créent la Société des Nations (SDN) pour empêcher les guerres. Différents projets, dont celui de fédération défendu par Aristide Briand, échouent devant les rivalités nationales, la crise économique et la montée du nazisme.

Document 2



COURS Complétez le résumé

- L'Europe est issue des Guerres Mondiales

Dès 1919 des tentatives de rapprochements voient le jour, en particulier avec la création de la Différents projets, dont celui d'..... échouent devant les rivalités nationales, la crise économique et la montée du

Après la Seconde Guerre Mondiale l'Europe est coupée en deux par la Cependant les anciens ennemis décident de mettre en commun le charbon et l'acier : la Fondée sur le traité de Paris (1951) entré en vigueur le 23 juillet 1952 pour une durée de 50 ans elle rassemble six pays :

.....
.....

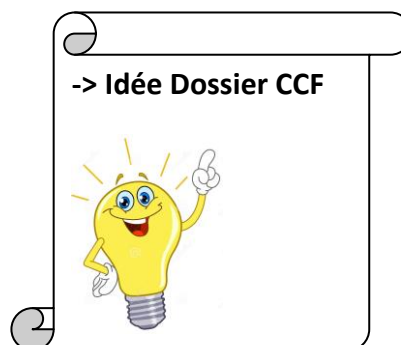
C'est(lors de son discours du 9 mai 1950 — devenu journée de l'Europe), alors étrangères, qui en propose la création. Il s'agit d'empêcher une nouvelle guerre entre..... Il déclare que son but est de rendre la guerre « non seulement impensable mais aussi matériellement impossible ».

Elle n'existe plus depuis le 22 juillet 2002.

- La construction européenne

1957- 1993 : la marche vers l'UE. Une nouvelle étape est franchie lorsque, le 25 mars....., les 6 pays de la CECA signent, à Rome, le traité de la Communauté Économique Européenne (.....). Ils créent une zone où circulent librement les biens, les marchandises, les capitaux ou les hommes. La CEE élabore des politiques et des législations communes. Progressivement élargie et approfondie, elle devient, en 1993,(.....) et s'affirme graduellement comme l'organisation politique la plus importante en Europe. Tout pays européen démocratique, qui respecte les droits de l'homme et a une économie stable peut être candidat.

Document 3 : Les pères fondateurs de l'Europe – Identifiez les pays dont ils sont issus.



Document 4

Le traité de Rome crée une coopération économique entre les pays membres.

« Article 1. Par le présent traité, les hautes parties contractantes instituent entre elles une Communauté économique européenne.

Article 2. La Communauté a pour mission, par l'établissement d'un marché commun, [...] de promouvoir un développement harmonieux des activités économiques dans l'ensemble de la Communauté, une expansion continue et équilibrée, une stabilité accrue, un relèvement accéléré du niveau de vie, et des relations plus étroites entre les États qu'elle réunit.

Article 3. Dans ce but, l'action de la Communauté comporte, selon les rythmes prévus par le présent traité:

a. L'élimination, entre les États membres, des droits de douane et des restrictions quantitatives à l'entrée et à la sortie des marchandises [...];

b. L'établissement d'un tarif douanier extérieur commun¹ et d'une politique commerciale commune avec les États tiers²;

c. L'abolition, entre les États membres, des obstacles à la libre circulation des personnes, des services et des capitaux;

d. L'instauration d'une politique commune dans le domaine de l'agriculture;

e. L'instauration d'une politique commune dans le domaine des transports. »

1. Des droits de douane pour les pays extérieurs à la CEE.

2. États tiers: États qui n'appartiennent pas à la CEE.

Dans quel domaine les pays signataires vont -ils coopérer ?

Quels autres domaines ne sont pas envisagés ?

Quelles sont les principales mesures mises en place par le Traité de Rome en 1957 ?

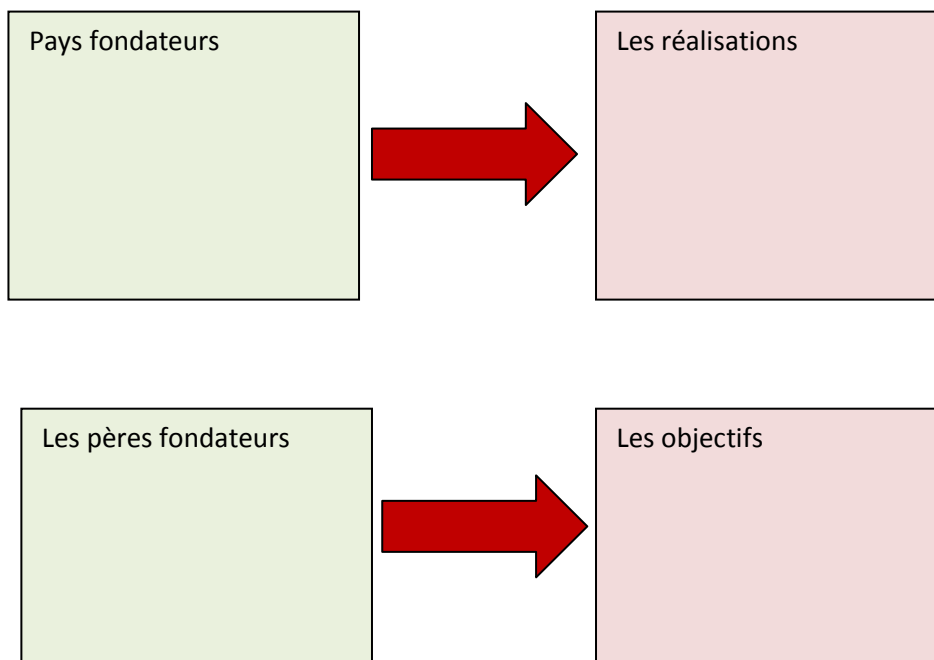
Soulignez-les. Puis précisez :

Mesures concernant le commerce :

Mesure concernant les frontières :

Mesure concernant l'agriculture :

Complétez ensuite ce schéma



Séance 2 : L'UE – 1992- 2020

1957-1993 : la marche vers l'Union européenne. Une nouvelle étape est franchie lorsque, le 25 mars 1957, les six pays de la CECA signent, à Rome, le traité de la Communauté économique européenne (CEE). Ils créent une zone où circulent librement les biens, les marchandises, les capitaux ou les hommes. La CEE élabore des politiques et des législations communes. Progressivement élargie et approfondie, elle devient, en 1993, l'Union européenne (UE) et s'affirme graduellement comme l'organisation politique la plus importante en Europe.

➤ De la CEE à l'UE – Une Europe élargie

Document 1 : L'adhésion des pays du Sud

En 1974, le retour à la démocratie rapproche la Grèce de l'Europe occidentale. Le pays dépose sa candidature en 1975, mais doit rattraper son retard économique avant de devenir le 1^{er} janvier 1981 le dixième membre de la CEE.

Leurs régimes dictatoriaux¹ avaient tenu l'Espagne et le Portugal éloignés de la construction européenne. Après la mort de Franco et la chute de Salazar, ces deux pays en voie de démocratisation peuvent désormais prétendre à faire partie de la famille européenne. À la suite de longues négociations, l'Espagne et le Portugal rejoignent la CEE le 1^{er} janvier 1986, portant à douze le nombre de leurs membres.

1. Régime politique où le pouvoir est exercé par un homme ou un groupe sans que les citoyens puissent s'exprimer par des élections libres.

Touteleurope.eu

Quels étaient les pays du sud de l'Europe candidats à l'entrée dans la CEE ?

Quelles sont les conditions qui permettent à ces pays d'adhérer ?

CAP- Histoire- La France et la construction européenne depuis 1950.

Document 2 : Depuis la création de la CEE Jusqu'à aujourd'hui de nombreux pays ont rejoint l'Union Européenne.

Relevez sur la carte les principales dates d'adhésion, expliquez les changements intervenus. (Vous utiliserez les documents vus en séance 1 ainsi que l'infographie : France Allemagne des dirigeants partenaires).



Principales dates	Explications

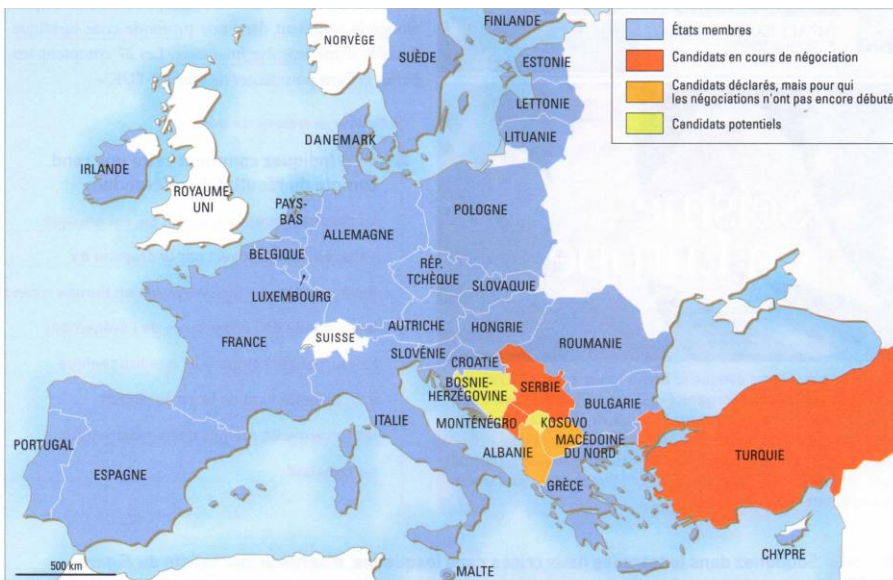
CAP- Histoire- La France et la construction européenne depuis 1950.

Quelle est l'étape la plus marquante ? En quoi la construction européenne est-elle un succès ? Jusque quelle date ? Pourquoi ?

Que remarquez-vous ?

→ <https://www.touteleurope.eu/actualite/qu-est-ce-que-le-brexit.html>

Document 3



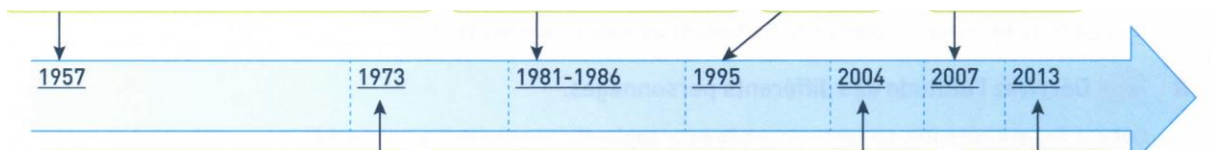
Dans quelle région de l'Europe se situent les pays candidats ?

Malgré les doutes exprimés par certains peuples, d'autres États frappent à la porte de l'UE. La Commission européenne a ainsi proposé une échéance à 2025 pour l'adhésion de la Serbie et du Monténégro, et vers 2030 pour l'Albanie et la Macédoine.

Candidats		Candidats potentiels (possibles)
Négociations en cours	Pas de négociations	

Bilan : À l'aide de la carte complétez la frise et le tableau.

Placez sur la frise ces éléments suivants, précisez les pays dans le tableau : Pays fondateurs, Pays du Sud de l'Europe, Pays du Nord de l'Europe, Pays de l'Est et du Sud de l'Europe, Dernier pays adhérent.



Pays fondateurs	
Pays du Sud de l'Europe	
Pays du Nord de l'Europe	
Pays de l'Est et du Sud de l'Europe	
Dernier pays adhérent	

➤ La création de l'UE

1. Le Traité de Maastricht : L'institution d'une nationalité européenne.

Art. 8. – Il est institué une citoyenneté de l'Union. Est citoyen de l'Union toute personne ayant la nationalité d'un État membre. Les citoyens de l'Union jouissent des droits et sont soumis aux devoirs prévus par le présent traité.

Art. 8 A. – Tout citoyen de l'Union a le droit de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres [...].

Art. 8 B. – Tout citoyen de l'Union résidant dans un État membre dont il n'est pas ressortissant a le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales dans l'État membre où il réside, dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet État [...]. Tout citoyen de l'Union résidant dans un État

membre dont il n'est pas ressortissant a le droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen dans l'État membre où il réside, dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet État [...].

Art. 8 C. – Tout citoyen de l'Union bénéficie, sur le territoire d'un pays tiers où l'État membre dont il est ressortissant n'est pas représenté, de la protection de la part des autorités diplomatiques et consulaires de tout État membre, dans les mêmes conditions que les nationaux de cet État [...].

Art. 8 D. – Tout citoyen de l'Union a le droit de pétition devant le Parlement européen [...].

Extraits du *traité sur l'Union européenne*
du 1^{er} février 1992

Soulignez les principales conditions de cette nationalité européenne.

Quelle nouvelle forme de citoyenneté est ainsi instaurée ?

Quels sont les droits d'une résidente belge en France ?

Les droits d'un résident turc en France ?

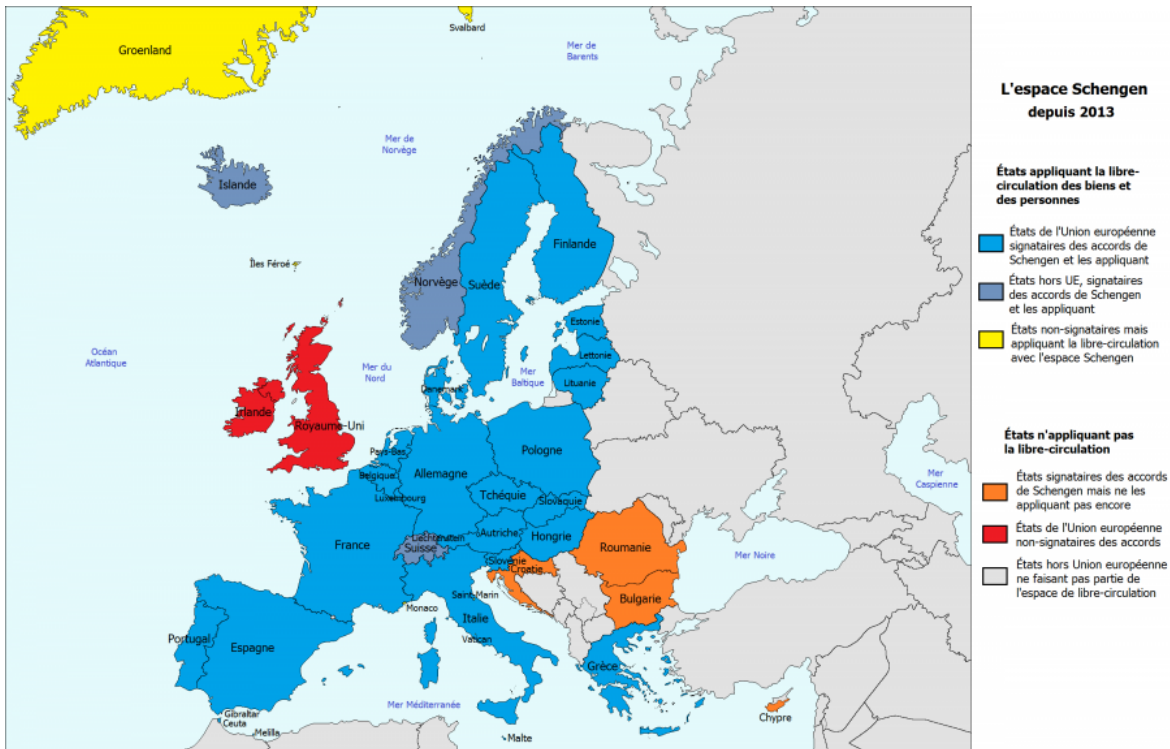
2. L'espace Schengen

Espace Schengen : espace de libre circulation des personnes créé par la convention de Schengen (Luxembourg) en 1985. Les frontières entre les États membres sont ouvertes et les frontières extérieures renforcées. Le traité d'Amsterdam instaure l'espace Schengen au sein de l'UE en 1997.

CAP- Histoire- La France et la construction européenne depuis 1950.

Document 1

Quels sont pays appartenant à l'UE qui n'ont pas ratifié cet accord ?



L'espace Schengen aujourd'hui

- Pays membres de l'Union européenne (28 États)
- Pays membres de l'espace Schengen (26 États)
- Pays candidats à l'intégration à l'espace Schengen (4 États)
- Rétablissement temporaire des contrôles aux frontières
- Clôture



Document 2

Quels changements constatez-vous ? (carte de 2018)

Document 3 : L'espace Schengen et la crise sanitaire.

Quelles dispositions les Etats membres de l'espace Schengen ont-ils pris à leurs frontières au plus fort de la crise sanitaire ? Soulignez en rouge puis remplissez le tableau.

- **Au niveau des frontières extérieures**

Si le coronavirus est probablement arrivé sur le continent au cours du mois de janvier, il aura fallu attendre le mois de mars pour qu'il se propage plus massivement. Le 16 mars, la Commission européenne a alors recommandé aux Etats *"d'appliquer une restriction temporaire aux déplacements non-essentiels en provenance des pays-tiers vers la zone UE+ [les 30 pays de l'espace Schengen constitués de 26 membres de l'UE auxquels s'ajoutent l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et la Suisse] "*. La Commission a ensuite proposé de prolonger cette restriction jusqu'au 1er juillet. A ce jour, elle a donc été levée pour les résidents de 12 pays dont la Chine, mais pas les Etats-Unis, la Russie, ou encore le Brésil.

"C'est une première depuis l'entrée en vigueur de Schengen en 1995, jamais la Commission n'avait proposé une telle mesure, et jamais l'ensemble des membres ne l'avait mise en œuvre de manière aussi généralisée", observe Virginie Guiraudon. Car si la Commission européenne peut émettre des recommandations à ce sujet, elles ne sont pas contraignantes, et c'est bien aux Etats membres qu'il revient de les appliquer ou non. Outre les mesures de restrictions aux frontières, les Etats peuvent également imposer des périodes de quatorzaine aux étrangers hors-UE et hors Schengen arrivant sur leur sol. Ces dernières semaines, l'Espagne, l'Allemagne, l'Italie et la France ont ainsi pris des mesures qui diffèrent d'un cas à l'autre, mais vont toutes dans ce sens.

- **Au niveau des frontières intérieures**

Au niveau des frontières intérieures de l'espace Schengen, les Etats ont pris des dispositions encore plus iconoclastes en instaurant des restrictions plus ou moins strictes des déplacements de population. Là encore, *"il ne s'agit en aucun cas de fermeture de frontières comme on peut parfois l'entendre dans la bouche du personnel politique, mais d'un rétablissement temporaire des contrôles qui a souvent été utilisé par les Etats"*, précise Virginie Guiraudon. Néanmoins, dans les faits, ces contrôles étaient utilisés par les Etats pour empêcher l'accès à leur territoire aux voyageurs venus de tel ou tel pays. En clair, il ne s'agissait plus de simples contrôles, mais de restrictions, un terme qui n'apparaît pourtant jamais dans le code frontières Schengen. Un glissement qui avait poussé l'eurodéputé Juan Fernando López Aguilar, président de la commission des Libertés civiles, de la Justice et des Affaires intérieures du Parlement européen, à dénoncer *"la fermeture des frontières pour certaines catégories de voyageurs"*.

"Contrôles", "restrictions" ou "fermetures", quelle différence ?

Le code des frontières Schengen autorise les Etats membres à rétablir temporairement des contrôles à leurs frontières pour des motifs sécuritaires ou sanitaires. Cette option leur permet normalement de contrôler les allées et venues à leurs frontières et, en fonction, d'autoriser ou non les voyageurs à pénétrer sur leur territoire, ce qui a été fait par exemple dans plusieurs Etats membres de l'espace Schengen lors de la crise des migrants en 2015-2016.

Or, au plus fort de la crise du coronavirus, ces rétablissements de contrôles aux frontières autorisés en droit se sont assortis de restrictions, c'est-à-dire que les Etats décrétaient cette fois-ci ne plus

CAP- Histoire- La France et la construction européenne depuis 1950.

accepter les voyageurs provenant de tel ou tel pays sur leur sol. Ces restrictions sont à distinguer des fermetures pures et simples de frontières, même si dans les faits elles ont été si strictes qu'elles s'en sont rapprochées. Au niveau des frontières extérieures notamment, les entrées dans l'espace Schengen de citoyens de pays tiers ont drastiquement chuté (l'aéroport de Francfort, le plus grand d'Europe, a par exemple observé une chute de 96% de sa fréquentation sur le mois d'avril par rapport à la même période en 2019).

Politiquement, cette décision n'a pas posé de problème : "*tous les Etats membres étaient partisans de ces restrictions*", confirme Virginie Guiraudon.

<https://www.touteurope.eu/actualite/frontieres-quel-est-l-impact-du-covid-19-sur-l-espace-schengen.html>

Frontières extérieures	
Frontières intérieures	

Quelles ont été les conséquences ? Soulignez en vert dans le texte.

<https://www.touteurope.eu/actualite/schengen-la-carte-des-restrictions-aux-frontieres-nationales.html>

➤ L'EURO

Document 1

L'€uro est entré dans notre vie

- ❑ Chirac : « Une victoire de l'Europe »
- ❑ Adieu des Allemands au mark
- ❑ Les Italiens prennent leur temps
- ❑ Choses vues à la poste, au Crédit agricole et ... dans un café-tabac

Plus de 200 millions d'€uro sont entrés dans notre vie depuis le 1er janvier 2002. C'est le début d'une nouvelle ère pour l'Union européenne. Son objectif est d'établir une union économique et monétaire, avec l'adoption à terme d'une monnaie commune. C'est en 2002 qu'est mis en circulation l'euro, comme le montre cette une du quotidien Ouest-France du 2 janvier 2002.

Relevez les éléments qui composent cette image :

Que symbolisent-ils ?

Document 2 :

Passage à l'euro



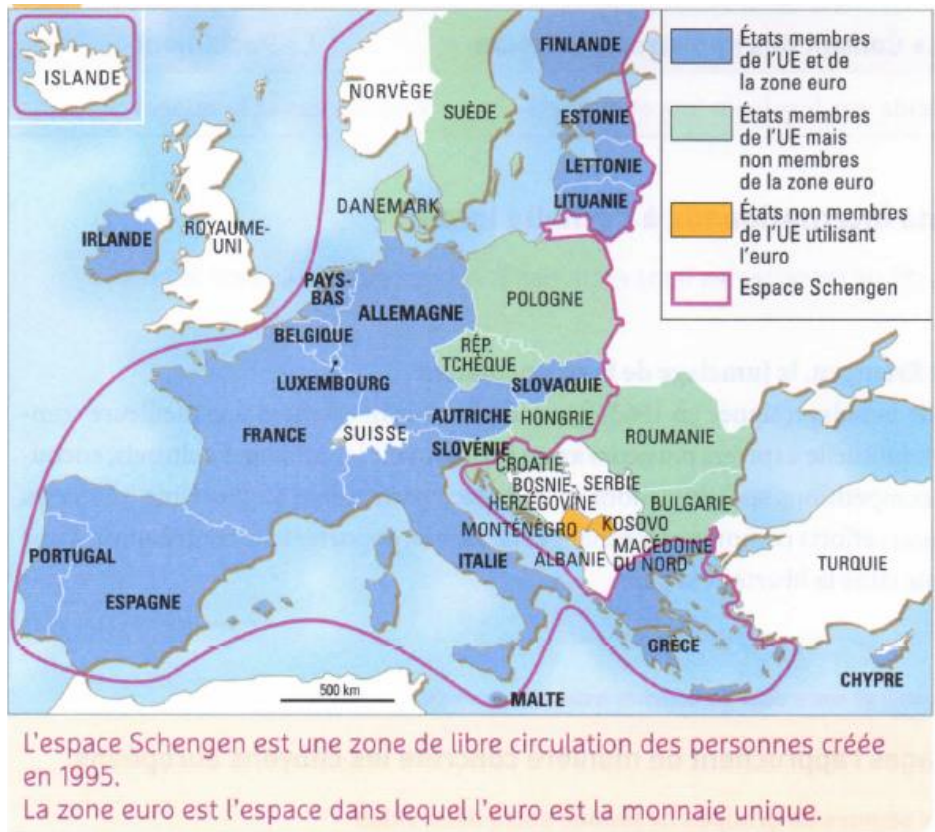
Le taux de **conversion** est fixé à : 6,559 57 FRF = 1 **euro**. Le 17 février 2002, les instruments monétaires en **francs** perdent leur cours légal. Le 17 février 2005 fut l'ultime jour pour échanger les pièces à la Banque de France.

Quelle critique est exposée dans ce document ?

 <p>Baguette 2001 : 4 F soit 0,61 € 2017 : 6,23 F soit 0,95 € Hausse : 36 % environ</p>	 <p>Kilo de pommes de terre 2001 : 0,32 F soit 0,05 € 2017 : 9,25 F soit 1,41 € Hausse : 2 720 %</p>	 <p>Litre de gazole 2001 : 5,25 F soit 0,80 € 2017 : 8,33 F soit 1,27 € Hausse : 59 % environ</p>
 <p>Café au comptoir 2001 : 6 F soit 0,91 € 2017 : 10,36 F soit 1,58 € Hausse : 73 % environ</p>	 <p>Paquet de cigarettes 2001 : 20 F soit 3,05 € 2017 : 45,92 F soit 7 € Hausse : 129 % environ</p>	 <p>Renault Clio 2001 : 78 387 F soit 11 950 € 2017 : 90 522 F soit 13 800 € Hausse : 15 % environ</p>

©Cafedelabourse.com

➤ Les différents espaces européens



Quels sont les différents espaces européens ?

Quels pays appartenant à l'UE et à l'espace Schengen ne font partie de la zone Euro ?

À votre avis quelles en sont les conséquences ?

Séance 3 : Les instances de l'UE

Document 1 : le rôle du parlement

Pour la première fois dans l'histoire [...], les Européens ont élu, ensemble, leurs délégués¹ à une assemblée commune qui représente aujourd'hui [...] plus de 260 millions de citoyens. Ces élections constituent un événement capital dans la construction de l'Europe [...]. Issu de l'élection directe, le Parlement européen sera en mesure de jouer pleinement sa fonction de contrôle démocratique [...]. C'est désormais l'assemblée élue par le peuple qui vote le budget. [...]

Nous n'ignorons pas, bien entendu, l'organisation des pouvoirs telle qu'elle existe dans la Communauté [...]. Les fonctions d'initiative [des lois] d'une part, de décision d'autre part sont attribuées à la Commission² et au Conseil³ [...]. C'est donc dans un renforcement du travail en commun avec les autres institutions que notre Parlement jouera plus efficacement son rôle pour les progrès de l'Europe.

1. Les eurodéputés sont élus pour cinq ans. Aujourd'hui, ils votent également les lois avec le Conseil.

2. La Commission est composée de 28 commissaires, un par pays membre.

3. Le Conseil est composé des ministres des pays membres, un par pays membre (le ministre varie selon le sujet traité). Le Conseil vote les lois et le budget avec le Parlement.

Discours prononcé par Simone Veil devant le Parlement européen à Strasbourg, le 17 juillet 1979.

Présentez l'auteur de ce document :

Que savez-vous de cette personne ?

Quelle opinion exprime-telle dans ce texte ?

Document 2 : Le parlement, une institution législative de l'Union européenne

Le Parlement européen vote le **budget** et la majorité des "**lois**" européennes avec le Conseil de l'UE. Il exerce un **contrôle** sur la Commission européenne, dont il élit le président, approuve les commissaires et qu'il peut forcer à démissionner collectivement par le vote d'une motion de censure.

Le **siège officiel du Parlement européen** est à **Strasbourg** où se déroulent, une fois par mois environ, la plupart des séances plénières. A **Bruxelles** se réunissent les commissions parlementaires et certaines sessions plénières. Le secrétariat du Parlement est officiellement basé à **Luxembourg**.

Le Parlement a voté près de 1 000 mesures législatives et budgétaires depuis 2014.

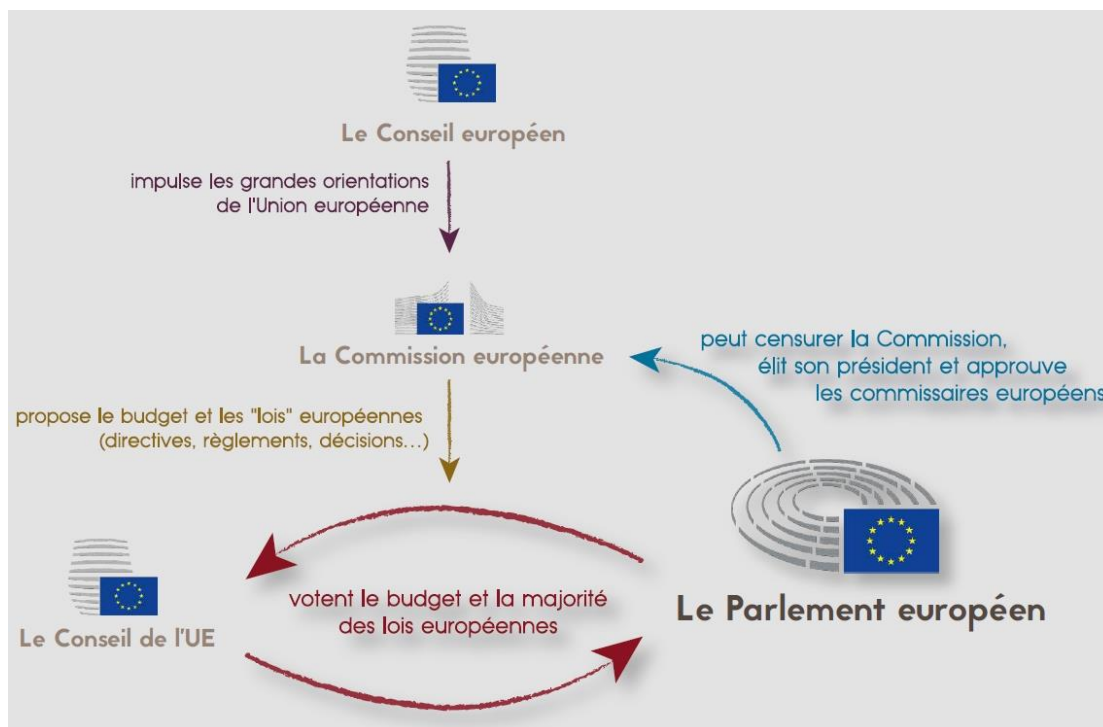
Celles-ci visent par exemple à :

- Mieux protéger les **données personnelles** des Européens (RGPD)
- Téléphoner et utiliser internet sur son mobile **sans surcoût** depuis un autre pays de l'UE (Roaming)
- Faciliter les **échanges commerciaux** entre l'UE et le Canada (CETA)
- Aligner le salaire et les conditions de travail des **travailleurs détachés** sur les travailleurs locaux...
- ... et enfin, à agir sur l'ensemble des **domaines de compétence** de l'UE : environnement, défense, migrations, alimentation...

Soulignez les éléments à retenir.

Document 4 : Le fonctionnement des institutions

Lisez les documents et complétez le tableau en indiquant la principale fonction de chaque institution européenne.



<https://www.touteurope.eu/actualite/qu-est-ce-que-le-parlement-europeen-infographie.html>

Depuis mai 2019 751 députés européens siègent dans l'hémicycle. Parmi eux, 96 Allemands, 74 Français, 51 Polonais, 6 Maltais... et 73 Britanniques. Après le Brexit (la sortie effective du Royaume-Uni de l'UE), les chiffres changeront : ce seront 705 députés européens qui siégeront, dont 79 pour la France. (Plus un pays est peuplé, plus ses députés sont nombreux.)

	Commission européenne	Parlement	Conseil de l'U E
Fonction			
Lieu			

Le Parlement européen

Elu au **suffrage universel direct** tous les cinq ans (les dernières élections ont eu lieu en mai 2019), le Parlement européen représente les **citoyens** européens.

Dans le cadre de la **procédure législative "ordinaire"**, il **amende** et **vote**, avec le Conseil de l'Union européenne, les textes proposés par la Commission ainsi que le budget de l'Union européenne.

Dans certains domaines où la procédure législative est dite "spéciale" (accords internationaux, adhésion d'un nouvel Etat membre...), le Parlement européen est toutefois doté de pouvoirs limités par rapport au Conseil : les eurodéputés sont simplement consultés, ou ils ne font qu'"approuver" les propositions législatives.

Depuis février 2020, après le départ du Royaume-Uni de l'Union européenne, le Parlement européen est composé de 705 députés européens siégeant par groupes politiques transnationaux et travaillant en commission techniques sur l'ensemble des domaines de compétences de l'UE. Les députés européens se réunissent environ une fois par mois en session plénière à Strasbourg pour le vote des propositions de lois.

Le Parlement européen siège à Strasbourg mais compte plusieurs lieux de travail : Strasbourg, Bruxelles et Luxembourg. Les douze sessions plénières de l'année ont lieu à Strasbourg. A Bruxelles se tiennent les commissions parlementaires, en raison de la proximité du Conseil et de la Commission, mais également six "mini" sessions plénières additionnelles par an. Enfin, la ville de Luxembourg a été historiquement dotée du secrétariat général (administration et services de traduction et d'interprétation).

Le Parlement dispose par ailleurs d'une représentation permanente dans chaque Etat membre.

La Commission européenne

Garante de l'**intérêt général européen**, la Commission européenne a pour principale fonction l'**initiative des textes de loi**. Elle lance le processus législatif en proposant des mesures dans l'ensemble des domaines de compétence de l'Union européenne.

Si elle dispose en théorie du "monopole d'initiative", celui-ci est de fait fortement influencé par les autres acteurs : le Conseil européen comme décrit précédemment, mais aussi le Parlement européen ou les citoyens européens (initiative citoyenne européenne) qui peuvent lui demander d'agir.

Elle propose également chaque année le budget de l'UE et peut, en tant que pouvoir exécutif de l'Union et "gardienne des traités", sanctionner un Etat membre qui ne respecterait pas ces derniers. Elle est composée de **27 commissaires** (un par Etat membre) nommés pour cinq ans, dont sa présidente actuelle, l'Allemande Ursula von der Leyen.

Les propositions de la Commission européenne sont ensuite amendées, approuvées ou rejetées par le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne.

Collégialité des décisions

La Commission fonctionne selon le principe de la collégialité, autrement dit, les décisions y sont prises collectivement par le collège des commissaires et non par chaque commissaire individuellement.

Le siège de la Commission se situe à Bruxelles mais l'institution dispose également de Représentations dans chaque Etat membre et de Délégations dans les pays en voie d'adhésion et les pays tiers.

Le Conseil de l'Union européenne

Le Conseil de l'Union européenne (également appelé "Conseil des ministres de l'UE" ou "Conseil") se prononce, après le Parlement européen, sur les **textes de loi** et le **budget** européens.

Composé des **ministres des 27 Etats membres**, il se réunit une centaine de fois par an autour de domaines particuliers (Agriculture, Affaires étrangères, Economie...). Il peut modifier, adopter ou rejeter les propositions de directives ou de règlements préalablement amendées par le Parlement européen.

Dans la plupart des cas, le Conseil vote à la majorité qualifiée, chaque Etat ayant un poids particulier dans le vote en fonction de sa population. La présidence du Conseil de l'UE est assurée tous les six mois par un pays différent.

Le siège du Conseil de l'UE se situe à **Bruxelles** mais les ministres de l'UE siègent en avril, juin et octobre à Luxembourg.

Le Conseil de l'Union européenne ne doit pas être confondu avec :

- Le Conseil européen qui rassemble les chefs d'Etat et de gouvernement des Etats membres de l'Union européenne et le président de la Commission.
- Le Conseil de l'Europe qui est une organisation internationale extérieure à l'Union européenne et qui assure l'application de la convention européenne des droits de l'Homme (tournée vers l'éducation, la culture et surtout la défense des droits de l'homme).

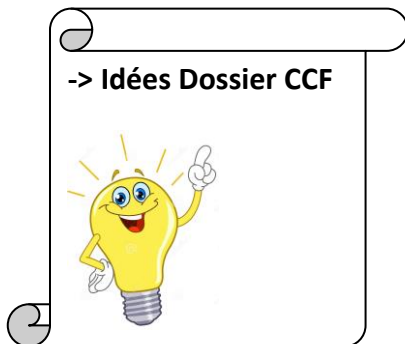
Autres institutions et organes

Les autres institutions européennes sont :

La **Cour de justice de l'Union européenne (CJUE)** chargée d'examiner la légalité des actes européens et de résoudre les conflits juridiques entre institutions et/ou Etats membres. Son siège est à Luxembourg.

La **Banque centrale européenne (BCE)**, qui gère la monnaie unique pour les 19 membres de la zone euro, assure la stabilité des prix et mène la politique monétaire de l'UE. Elle est basée à Francfort (Allemagne).

La **Cour des comptes**, dont la mission est d'améliorer la gestion financière de l'UE.



Le vote européen.

Les jumelages.

Les capitales européennes de la culture.

Erasmus.

Ariane / Airbus.

COURS – Soulignez les éléments à retenir. Vérifiez vos connaissances.

Une organisation politique originale

- La consolidation de l'Europe unie. En 1992, le traité de Maastricht fonde l'Union Européenne. C'est la naissance du marché unique et d'une Europe politique. L'Union peut désormais prendre des mesures de sécurité, de justice, de social et de culturel. Le rôle du Parlement augmente.
- Des mesures concrètes. L'UE devient une union monétaire avec l'adoption en 2002 de la monnaie unique, l'Euro. En 1997, le traité d'Amsterdam met en place un espace de liberté, de sécurité et de justice. Le traité inclut la libre circulation des personnes à l'intérieur de (« l'espace Schengen » mis en œuvre en 1995).

Les défis des années 2000

- L'élargissement à 28. Entre 1995 et 2013, l'Union européenne passe de quatorze à vingt-huit membres, avec l'arrivée, par exemple des pays de l'Europe de l'Est. Ces élargissements bouleversent la stabilité de l'UE ; sa superficie et sa population augmentent de près d'un quart tandis que sa richesse progresse peu (5 %). En 2007, le traité de Lisbonne rend plus démocratique le processus de décision communautaire.
- Des difficultés à surmonter. Les États ne participent pas tous aux politiques dites communes : tous les pays de l'UE n'utilisent pas l'euro et seuls vingt-deux appartiennent à l'espace Schengen. Les dérogations accordées à certains fragilisent l'ensemble. À partir de 2009, la crise économique mondiale frappe durement les nouveaux États membres. Depuis 2015, l'Union doit faire face à une arrivée importante de migrants.

Quel avenir pour L'Europe ?

- Une construction encore fragile. Cinq nouveaux pays ont affirmé leur volonté de devenir membres de l'UE. En revanche, en 2019, le Royaume-Uni a choisi de sortir de l'Union (le Brexit). C'est la première fois que l'Union européenne est amenée à négocier un départ. Elle compte désormais vingt-sept membres, qui doivent encore réfléchir aux pouvoirs qu'ils acceptent de déléguer aux institutions communautaires.
- Des choix à réaffirmer. La crise financière et celle dite des migrants ont provoqué des tensions entre les États. Les désaccords portent sur l'endettement de certains pays, sur la fermeture des frontières nationales et l'accueil des migrants. Il appartient aux citoyens européens, lors des élections européennes, de décider ce que sera l'Europe de demain.

BILAN – évaluation

La France et la construction européenne depuis 1950

BILAN

A Construire une paix durable (1950-1980)

Dès 1950, la France et l'Allemagne contribuent à la construction d'une Europe unie et solidaire par la création de la **Communauté européenne du charbon et de l'acier**, à l'initiative de **Robert Schuman** (1951). En 1957, le traité de Rome fonde la **Communauté économique européenne** (CEE) permettant la **libre circulation des capitaux, des biens et des personnes**.

B D'une construction économique à un premier ensemble politique (1980- 2002)

Entre les années 1970 et 2000, l'union s'élargit régulièrement. Le développement de la politique économique et démocratique se poursuit sous l'impulsion franco-allemande. Ainsi, le marché intérieur se réalise (Maastricht, 1992) dans un esprit plus social et démocratique (**Parlement européen**, Erasmus).

C Vers une Europe « unie dans la diversité » (depuis 2004)

À partir de 2004, l'UE s'ouvre aux pays de l'est de l'Europe. Tous les États membres ne participent pas de la même façon à l'**Union européenne**. Certains adhèrent à l'**espace Schengen** et/ou à la **zone Euro**. L'**euro-scepticisme** gagne certains citoyens européens dans plusieurs pays. **Paix et développement** restent cependant les objectifs premiers.

1. Complétez le schéma à l'aide des termes suivants :

Euroscepticisme, Europe des 28, Brexit, Cour de justice, Espace Schengen, Parlement, Zone Euro, Puissance mondiale, Capitale de la culture, Démocratie, CEE.

2. Entourez les noms des villes abritant des institutions européennes, Pourquoi d'autres villes figurent-elles aussi sur ce schéma ?

Mots Croisés

Vertical :

- 1. La représentation des citoyens.
- 2. Résultat du référendum britannique en 2016.
- 3. Prénom d'un des pères fondateurs en 1951.

Horizontal :

- 1. Pays qui a intégré l'UE en 1981.
- 2. Dernier pays à avoir intégré L'UE.
- 3. Pays non membre de l'UE mais appartenant l'espace Schengen.
- 4. Dispositif permettant de poursuivre ses études dans l'un des pays de l'UE.
- 5. On l'utilise tous les jours en France et dans la plupart des pays de L'UE.
- 6. Lanceur de satellites européen.

The crossword puzzle grid is as follows:

- Vertical 1: P, [empty], [empty], [empty], [empty]
- Vertical 2: C, [empty], [empty], [empty], [empty], [empty], [empty]
- Vertical 3: R, [empty], [empty], [empty], [empty], [empty], [empty]
- Horizontal 1: G, [empty], [empty], [empty], [empty]
- Horizontal 2: C, [empty], [empty], [empty], [empty], [empty], [empty], [empty]
- Horizontal 3: N, [empty], [empty], [empty], [empty], [empty], [empty], [empty]
- Horizontal 4: S, [empty], [empty], [empty], [empty], [empty], [empty], [empty], [empty], [empty]
- Horizontal 5: E, [empty], [empty], [empty], [empty], [empty], [empty], [empty]
- Horizontal 6: E, [empty], [empty], [empty], [empty], [empty], [empty], [empty]
- Horizontal 7: A, [empty], [empty], [empty], [empty], [empty], [empty]

